

Les interventions de la FSU au CTA du 7 octobre 2020

Après avoir lu notre déclaration (ci-jointe) à laquelle aucune réponse, ni commentaire n'a été apporté, ce qui nous donne à penser que tout ce que nous disons est approuvé, la FSU est intervenue sur l'ensemble des points à l'ordre du jour après une mise au point intersyndicale sur le dialogue social.

Sur la politique indemnitaire des ATSS, la FSU a obtenu que les **agents qui n'ont pas pu « bénéficiaire » d'un entretien individuel**, ou pour lesquels les rapports ne sont pas encore édités ne soient en rien pénalisés par cet état de fait. L'administration s'est engagée à verser l'indemnité aux agents concernés. La FSU est intervenue pour rappeler que cette année, la politique indemnitaire académique est la simple copie du groupe de travail qui avait fait des propositions il y a plus d'un an, nous avons demandé que cette **politique indemnitaire soit revue en particulier pour les personnels infirmiers et ASSAE** qui sont désormais cadres A mais ne bénéficient pas des indemnités afférentes comme les personnels administratifs de même grade. Par ailleurs nous avons rappelé **l'importance des « petites mains »**, redécouvertes pendant le confinement et qui pourtant ici sont **« remerciés » par une prime de 150€ brut**, alors que l'indemnitaire peut monter à 500€. Le vieil adage « donner moins à ceux qui ont peu » a encore de beaux jours devant lui. Considérant qu'il était important de pouvoir verser ces indemnités rapidement, la FSU s'est abstenue, l'UNSA aussi tandis que le SGEN votait contre.

Sur le **bilan du plan de formation**, le rectorat comme les organisations syndicales ont fait le constat que la crise sanitaire et le confinement ont fortement diminué le nombre de journées formation, particulièrement celles concernant le disciplinaire qui sont plutôt placées en fin d'année scolaire puisque n'étant pas des priorités nationales.

La FSU est intervenue pour rappeler que dans le second degré, les disciplines sont le cœur du métier et que les professeurs ont besoin d'échanger entre pairs ce qui n'est pas possible dans des formations locales surtout pour des petits établissements ou des disciplines plus rares. Il est donc logique que nos collègues souhaitent le maintien, voire le développement des formations disciplinaires afin d'actualiser et problématiser la recherche universitaire ce qui permet d'adapter nos enseignements en collège et lycée. L'administration a souligné que de nombreux collègues ne souhaitaient plus quitter leurs classes et refusaient certaines formations. La FSU est intervenue en rappelant que ce constat ne doit pas conduire à proposer des formations obligatoires sur le temps des vacances scolaires, signalant notre refus de ce système, en faisant remarquer que de nombreux enseignants pendant ces « vacances » ont de nombreuses copies à corriger et des cours à préparer. **L'administration s'est engagée à ne pas rendre obligatoire des formations pendant les vacances**, s'il devait y en avoir elles seraient proposées sur la base exclusive du volontariat. La FSU a également rappelé que cette attitude des collègues refusant des formations est aussi liée à la mise en œuvre de programmes pléthoriques pas toujours cohérents, qui conduisent à une course permanente, sans oublier les effets de la réforme du lycée et du bac où le contrôle continu se transforme en évaluation permanente avec des calendriers intenable. Notre ministre de l'EN depuis son arrivée prône le renforcement de fondamentaux. Tellement que la majorité des professeurs du premier degré n'ont plus que cette formation continue sur les fondamentaux depuis des années. Que penser de l'arrivée des 2S2C qui ont permis l'externalisation du sport et de la culture en primaire ? La part prépondérante des apprentissages des fondamentaux à l'école primaire plus de 6000 journées stagiaires font craindre une réduction des missions des professeurs non en changeant les programmes mais en les formatant sur ce qui semble être le plus important aux yeux du ministre ou en les formant pour répondre à des évaluations nationales. Évaluations qui cette année n'ont pas tenu compte de la période de confinement. **L'analyse du réalisé du PAF est un excellent outil pour observer les priorités nationales de l'EN** et nous voyons ici le **faible score de la santé au travail** : 43 journées stagiaires sur l'ensemble des 4 départements de l'académie ou encore les 23 journées sur les sciences cognitives et les mécanismes d'apprentissage. **Les professeurs des écoles**

attendent des formations qui sortent des fondamentaux à présent pour pouvoir choisir des formations sur les autres matières qui constituent leur enseignement. Ils veulent plus de choix et moins de public désigné.

Concernant le point sur les **résultats aux examens**, nous avons fait remarquer qu'il était difficile de faire une analyse étant donné le contexte très particulier et du coup une montée très forte des admis. La FSU a néanmoins posé la question des conditions d'accueil d'étudiants plus fragiles dans l'enseignement supérieur. L'administration a proposé de répondre en examinant le point suivant sur les questions d'orientation.

La FSU est intervenue pour demander que soit mis en place, un groupe de travail sur la question des **écarts d'orientation constatés entre les filles et les garçons**, cette demande est récurrente et si l'administration nous dit y réfléchir, nous avons ajouté qu'il pouvait y avoir un intérêt à travailler avec les organisations syndicales représentatives sur le sujet, car, en particulier à la FSU, nos syndicats se sont emparés de ces questions. Nous avons demandé que les choix par les élèves des spécialités soient également genrés, et nous avons regretté qu'il ne soit pas possible de connaître le détail du choix opéré en année de terminale (quelle spécialité est abandonnée). Nous avons fait remarquer que contrairement à l'objectif de la **réforme du nouveau lycée**, à laquelle nous nous opposons, **l'effet série S se renforce** (22,6%) pour le trinôme maths, physique, SVT, en regard du poids du premier trinôme suivant à seulement 7,5 %. Nous avons rappelé que l'absence des maths dans le tronc commun, comme si cela ne faisait pas partie de la culture générale, devait renforcer cet engouement pour la spécialité maths, souvent nécessaire pour l'orientation, avec toutes les difficultés afférentes.

La FSU est également intervenue pour rappeler les **difficultés d'étudiants à trouver les lieux de stage** pour l'apprentissage en BTS, par exemple, et que certains d'entre eux renoncent à cette formation en ne retournant pas dans l'enseignement scolaire.

En réponse à la question de la FSU sur les étudiants plus fragiles, l'administration a développé sur l'augmentation des capacités d'accueil en classe passerelle des BTS, plutôt pour les bacs pro et quelques places pour les bacs techno, mais il manque ce type de système pour les bacs généraux, d'où la création du DU Pareo avec l'URCA. L'administration a aussi développé sur la capacité d'adaptation de l'Université avec le « OUI si » de parcoursup par la mise en place d'aménagements des parcours à l'université qui peut prévoir un L3 en 4 ans... L'espoir fait vivre, paraît-il.

Sur le point 6 du CTA qui concernait le **mouvement des personnels**, la FSU est intervenue avec beaucoup d'humour sur l'absence de document concernant le **second degré**, c'est comme s'il n'y avait pas eu de mouvement. L'administration d'emblée nous a expliqué qu'il y a eu des problèmes avec la DRH pour établir les documents et qu'ils seront examinés au prochain CTA.

Pour le **premier degré**, concernant les phases inter-départementales nous pouvons noter une augmentation des satisfactions des demandes que ce soit dans les inéats ou les exéats avec cependant une moins forte augmentation pour les Ardennes.

La phase intra départementale : cette année était la première sans les OS, et ce que nous craignons est arrivé : manque de transparence, erreurs notamment pour les affectations de fin août, réponses aux agents qui ne les ont pas convaincus. Maintenant, le résultat du mouvement passe par les réseaux sociaux car les agents cherchent qui les complètent, qui les déchargent pour préparer la rentrée. Sans parler du calendrier de plus en plus tardif. **Pour la FSU, sans l'aide et le contrôle des OS, le mouvement n'est plus satisfaisant.** La méfiance s'est installée chez les agents qui préfèrent ne pas prendre de risques inutiles en participant au mouvement car le barème n'est pas toujours suivi dans les phases complémentaires et qui veulent éviter la balayette.

De plus, les données que vous nous fournissez ne nous donne pas d'indications sur le devenir des personnes sans affectation à l'issue de la première phase. Ont-ils eu leur premier choix ensuite ? Non car ils n'ont pas le droit de faire des choix en connaissant les postes restants. Pourquoi ne pas

mettre en place comme cela existait avant pour les listes complémentaires, une liste de postes disponibles et les agents classés par priorités médicales et barèmes choisissent leur poste un par un voire font leurs vœux en partant de cette liste?

La FSU est intervenue sur la question de la transparence des informations et surtout du mouvement lui même, car l'administration prétend que tout est transparent. Les collègues et nous n'avons pas confiance a priori. De fait, rien n'est transparent, la seule transparence possible, c'est lorsqu'il y a un tiers témoin ou vérificateur des décisions prises, c'est à dire les représentants des organisations syndicales élus par les personnels qui ont été exclus de façon honteuse et dans une volonté de gestion hégémonique de l'administration, hors de tout contrôle. Les deux autres organisations syndicales présentes ont approuvé notre intervention.

Concernant le **compte personnel de formation**, sur 27 candidatures du premier degré, seules 7 ont été retenues, l'administration expliquant que la majorité des demandes ne relevaient pas de ce système. Les organisations syndicales ont fait remarquer le déficit d'information et dénoncé l'obligation de devoir avancer les frais de formation.

Les organisations syndicales avaient aussi déposé des **questions diverses** voici celles de la FSU

Montant de l'**enveloppe académique pour les ruptures conventionnelles** ; y-a-t-il une répartition entre départements ?

Réponse : Il n'y a pas de montant d'enveloppe, le ministère n'a pas abondé le budget, les ruptures conventionnelles devront se faire sur budget propre, mais il est pour l'heure impossible de faire une évaluation des besoins. Recensement des besoins potentiels par département pour faire une évaluation de la fourchette.

Commentaire FSU. L'absence de financement propre du système par le ministère va sérieusement limiter la souplesse vantée du système.

Bilan des heures supplémentaires données comme « aide possible post covid » suite au confinement, la répartition par établissements et les critères de cette distribution.

Réponse : il s'agit de la totalité des HSE non consommées pendant la période du confinement qui sont réinjectées en collège pour « devoirs faits » et en lycée pour remédier aux difficultés ; le seul critère utilisé est le nombre d'élèves. C'est un volume très important, le détail nous sera communiqué ultérieurement.

Commentaire de la FSU : il va être difficile de pouvoir consommer toutes ces heures dans des projets tous cohérents, d'autant que certains des protocoles de remédiation nécessitent de la durée. Quelles promesse peut-on faire aux élèves ? Réponse : aucune, mais il y aura de nouveau les HSE prévues normalement et on a l'espoir que celles non consommées pourront être lissées.

Début de la réunion 14h30, et fin 18h15.